

La transition socio-écologique, c'est possible ?

Alex Roy, Chargé de mission mobilisation des acteurs a la DREAL BFC et chercheur associé au laboratoire Environnement Ville Société.

Avant son utilisation dans la sphère politique, il faut rappeler que la social-écologie est un concept scientifique théorisé par l'économiste Éloi Laurent dans l'effort d'articulation des enjeux de justice sociale et de justice environnementale. Un certain nombre de travaux montre effectivement les liens étroits qui existent entre les inégalités sociales et les inégalités environnementales. Les crises écologiques impactent davantage les plus démunis dans les pays pauvres comme dans les pays riches. Avec l'entrée dans l'ère de l'anthropocène dans laquelle l'être humain devient la première force géologique sur la planète, on peut affirmer l'interdépendance entre les systèmes culturels et les systèmes non-humains. « Si l'on admet que l'ensemble du monde naturel dépend à présent de nous, c'est donc la manière dont nous organiserons nos sociétés qui déterminera le devenir des écosystèmes et des espèces qu'ils abritent. Autrement dit, les questions écologiques sont devenues des questions sociales »¹. Les travaux statistiques de Eloi Laurent permettent de démontrer cette interdépendance en affirmant que la crise écologique et également une crise sociale.

Aujourd'hui, notamment avec la crise des Gilets jaunes, la social-écologie fait figure d'impératif dans le monde politique comme dans les mouvements sociaux autour du slogan « fin du monde, fin du mois, même combat ». Il y a une sensation d'urgence à devoir agir sur les deux enjeux à la fois, sans quoi les solutions à la crise écologique seront nécessairement rejetées par la population, notamment par la partie la plus précaire. Toutefois, force est de constater que de véritables solutions socio-écologiques peinent à émerger. Je prends pour exemple le Pacte pour le Pouvoir de vivre signé par un certain nombre de mouvements sociaux du champ de la lutte contre la pauvreté et de la lutte contre le changement climatique. En regardant en détail l'ensemble des propositions, il s'agit davantage d'une compilation des revendications des mouvements écologiques d'un côté et des mouvements de lutte contre la pauvreté de l'autre que de véritables solutions socio-écologiques qui agiraient de concert sur les deux enjeux. Je ne fais pas là la critique de cette plateforme politique qui montre une volonté de travailler ensemble en décloisonnant secteur social et secteur écologique. Ce Pacte pour le Pouvoir de vivre est d'ailleurs peut-être le signe visible de l'émergence d'un champ nouveau socio-écologique dont le contenu est encore à construire.

C'est précisément l'objectif des ateliers de Prémery. Il s'agit d'une tentative de concrétisation de la social-écologie par la construction collective de solutions pour le territoire de la Nièvre. « Fin du monde, fin du mois, même combat » n'est-il qu'un slogan ? Peut-on construire une matrice qui permette de réfléchir sur les deux plans à la fois ou sommes nous toujours obligés de hiérarchiser notre pensée entre « socialiser l'écologie » ou « écologiser le social » ?

1 Eloi Laurent (2011). *Social-écologie*, Paris, Flammarion, p.13.

Le lien social : le principal levier de la transition socio-écologique

Avant d'arriver au cœur du sujet, je voudrais distinguer le concept de lien social qui relève de la vie en société ou en communauté, de celui d'action sociale qui concerne en priorité les publics précaires. Il faut lever une certaine confusion qui se cache derrière le terme de « social » où on mélange les enjeux de fonctionnement de la société et des relations entre les individus qui la composent d'un côté et les enjeux de lutte de lutte contre la pauvreté de l'autre. Ce ne sont évidemment pas des choses qui s'opposent, les acteurs du social agissent souvent sur les deux aspects à la fois. Toutefois, on peut tout à fait mener une action que l'on va dénommer « socio-culturel » sans se préoccuper des publics précaires.

Si j'apporte cette distinction, c'est parce que la difficulté pour articuler les enjeux se situe principalement entre l'action écologique et l'action sociale, dans le sens de la lutte contre la précarité. Lorsque l'on étudie les initiatives citoyennes on se rend compte que l'articulation entre la recherche de lien social et l'engagement écologique constituent même une condition d'émergence des actions collectives de transition. La dimension socio-culturelle est l'un des moteurs les plus forts dans la mise en mouvement des citoyens. Il y a évidemment des contre-exemples d'initiative de transition comme certains écolieux qui vont transformer leurs pratiques et recherchent l'autonomie à tel point qu'ils vont se renfermer sur eux-mêmes. Mais, généralement les initiatives ne cherchent pas à s'isoler. Elles sont ouvertes sur l'extérieur et ancrées dans des écosystèmes partenariaux tout du moins localement.

L'exemple d'un café associatif : la Coudée dans l'Auxois

Pour illustrer ce que je suis en train de dire, je vais développer l'exemple d'un café associatif en milieu rural. Celui-ci s'appelle la Coudée et se situe en Côte d'Or dans l'Auxois. Si l'écologie est un fil directeur pour l'association depuis sa création en 2007, il s'agit avant tout d'un espace culturel et participatif. C'est la volonté de développer le lien social qui sert de support à l'émergence d'initiatives de transition. Par exemple, le choix de créer un bar avait à la fois pour but de développer les liens sociaux en milieu rural, mais aussi de promouvoir des produits biologiques en les consommant sur place. Dans la même optique, le développement de l'activité d'une épicerie associative entend maintenir des services de proximité et écoresponsables à prix abordable. La Coudée favorise également le « circuit court culturel », en proposant une offre de proximité (notamment des concerts de jazz), en privilégiant le lien direct entre les consommateurs d'art et des professionnels du secteur et en encourageant ses adhérents à valoriser leurs savoirs et leurs pratiques dans des ateliers créatifs. Cette articulation entre la culture et l'écologie s'incarne dans l'organisation annuelle d'un festival de musique éco-responsable : le Beestival.

L'horizontalité, la convivialité et l'ensemble des animations culturelles proposées sont les premières motivations des membres. C'est la porte d'entrée qui peut s'additionner à un engagement personnel ou évoluer vers un engagement dans des actions collectives écologiques ou solidaires : un jardin collectif, des actions d'éducation à l'environnement pour les enfants, des conférences ou encore une action de solidarité et d'accueil de migrants.

Ce sont des valeurs et des idées qui se diffusent dans un cadre informel et festif. On peut parler d'un développement en rhizome, c'est-à-dire que la structure évolue en permanence dans une multitude de directions en fonction des membres et des nouveaux arrivants. Pour synthétiser, la Coudée est **un écosystème vivant dans lequel des projets naissent et d'autres disparaissent en fonction des énergies citoyennes, des rencontres et des opportunités**. Il s'agit d'un espace de liberté où les bénévoles testent leurs idées qui peuvent être améliorées par les autres ou abandonnées en cas d'échec.

Les facteurs d'articulation entre la lutte contre la précarité et l'écologie

La démultiplication des initiatives comme la Coudée, les cafés associatifs et plus largement ce qu'il est maintenu convenu d'appeler les « tiers lieux », mais aussi les jardins partagés s'expliquent en grande partie par l'articulation entre la recherche de lien social et l'engagement écologique. Les initiatives de transition qui visent la justice sociale et environnementale comme les exemples présentés lors des ateliers de Prémery sont beaucoup moins nombreuses. Ceci s'explique, car l'articulation de ces enjeux ne suppose pas seulement de faire des ponts entre le cadre social et le cadre écologique en faisant un peu de l'un et un peu de l'autre, il s'agit de casser ces cadres pour construire un champ nouveau pluridisciplinaire, celui de la social-écologie.

À partir de l'analyse de ces différentes initiatives, mais aussi des trois temps de brainstorming que l'on a réalisé en amont de cette journée, on peut relever trois facteurs qui favorisent l'articulation des enjeux écologiques et de lutte contre la précarité. Ce que j'appelle des facteurs d'articulation, ce ne sont pas des thématiques ou des actions, à l'instar de la précarité énergétique et l'aide à la rénovation. Ce sont des démarches qui permettent de réfléchir aux deux enjeux à la fois et qui favorisent la construction de solutions socio-écologiques.

1. L' « aller vers » et l'empowerment socio-écologique des publics précaires

Tout d'abord, pour mieux appréhender les enjeux socio-écologique, cela nécessite d'aller à la rencontre des personnes concernées par les inégalités environnementales. Il s'agit de développer une connaissance ancrée dans les réalités quotidiennes des personnes en situation de précarité. Quelles sont les inégalités dans l'accès aux transports, la consommation énergétique des foyers, les effets des perturbations climatiques, l'accès à une alimentation saine et locale ? Ce sont là les thématiques que nous aborderons dans les ateliers de cette après-midi. Nous allons développer une connaissance collective sur ces sujets qu'il s'agira encore de confronter au savoir d'usage des personnes qui subissent ces inégalités environnementales. Mais, il y a aussi tout un savoir de la débrouillardise populaire, c'est-à-dire que les personnes qui vivent dans la précarité consomment moins de produits neufs et pratiquent le recyclage, la réparation, le chinage, l'économie d'usage. Ceci provient des inégalités sociales et n'est pas nécessairement vécu positivement. Mais, il existe là tout un savoir expérientiel qu'il est possible de revaloriser dans un cadre écologique.

La démarche d' « aller vers » permet d'appréhender les enjeux socio-écologiques, mais aussi de repérer les portes d'entrée de mobilisation des publics précaires. Pour illustrer cela, prenons

l'exemple de l'association de développement social local d'Autun, les Ateliers Nomades. Leur démarche participative dans un quartier populaire consiste à accompagner les habitants dans des actions collectives sur les sujets qui les intéressent. L'association est dans une recherche d'équilibre permanente entre une volonté de mener des actions solidaires ou favorables à l'environnement d'un côté et un principe de coconstruction à partir des besoins et des envies des habitants de l'autre. Deux objectifs dont l'articulation ne va pas de soi. C'est-à-dire que ce n'est pas parce qu'il y a de la participation citoyenne que l'on va nécessairement sur des projets écologiques. Il s'agit alors pour les Ateliers Nomades de trouver les portes d'entrée des habitants : des enjeux de bien-être, d'alimentation, de mobilité, de sécurité, etc. pour ensuite les connecter à des enjeux plus larges environnementaux ou de solidarité par une démarche d'éducation populaire non moralisatrice.

Les ateliers Nomades accompagnent un processus d'empowerment. On peut définir cette notion comme un processus d'acquisition d'un pouvoir individuel et collectif des citoyens. Cela débute par le développement d'une réflexivité sur la place que l'on occupe dans la société et cela débouche sur une volonté de transformer le monde à son échelle de manière collective. Il s'agit d'un processus qui est censé favoriser le passage à l'action des citoyens tout en ayant des effets d'émancipations individuels et collectifs. Il faut aussi souligner l'importance de la posture des accompagnateurs. L'empowerment des publics précaires est favorisé par un processus de disempowerment des professionnels ou bénévoles qui ne vivent pas de situation de pauvreté. Cette notion n'est pas le contraire de l'empowerment. Il ne s'agit pas de perdre du pouvoir sur sa propre vie, mais d'une perte de pouvoir « sur », celui de dominer l'autre, qui implique un processus d'émancipation dans un développement d'un pouvoir d'agir « avec » les personnes en situation de pauvreté. Ce processus passe par la déconstruction de ses a priori sur la pauvreté et d'une prise de conscience du pouvoir de domination que l'on peut avoir sur les personnes concernées. Il s'agit d'éviter de parler à la place des personnes, de reconnaître son ignorance de leur savoir expérientiel et de leur faire de la place par exemple au sein des espaces de gouvernance.

Finalement, l'articulation des enjeux de lutte contre la précarité et écologique est favorisée par un double processus : d'un côté, le disempowerment des accompagnateurs qui permet de découvrir les réalités des gens et de les accompagner vers des actions écologiques qui ont du sens pour eux, sans plaquer d'emblée une vision surplombante des enjeux ; de l'autre, l'empowerment socio-écologique permettant à des personnes en situation de pauvreté de construire à leur rythme leur propre chemin de transition au sein d'un collectif.

Un exemple d'empowerment socio-écologique : le conseil citoyen de Luxeuil-les-Bains

Quoi de mieux pour incarner la sociale-écologie que des personnes en situation de précarité développant un engagement écologique. On évoque souvent les difficultés et les freins de mobilisation des publics précaires. Je vais donc plutôt vous donner un exemple pour montrer que c'est possible, à savoir le conseil citoyen de Luxeuil Les Bains.

Depuis la loi du 21 février 2014, chaque quartier prioritaire de la politique de la ville doit se doter d'une structure indépendante des pouvoirs publics visant la participation active des habitants. C'est

dans ce cadre que la ville de Luxeuil-les-Bains a créé en 2015 le conseil citoyen (C.C.) du quartier Stade-Messier. Les 26 membres de cette instance portent la parole des habitants auprès des pouvoirs publics en s'appuyant sur un ensemble d'actions participatives. Il s'agit également de faire naître des projets collectifs et d'animer la vie du quartier. Par la pratique du tirage au sort, mais aussi par le volontariat, une quinzaine d'habitants ont décidé de participer au conseil citoyen. On retrouve la motivation de développer le lien social, mais aussi une volonté d'agir pour améliorer l'environnement de leur quartier. Ils sont formés par trajectoire ressources pour aller à la rencontre des autres habitants dans une démarche participative : enquêtes, diagnostic en marchant et en pied d'immeuble, porte à porte, etc. Les actions du C.C. de Luxeuil-les-Bains se sont d'abord orientées vers une des préoccupations premières des habitants, à savoir l'amélioration du cadre de vie du quartier. Les membres se sont notamment mobilisés autour de problèmes de gestion des déchets et d'incivilités liés à la propreté de l'espace public. Ces derniers ont alors développé un pouvoir d'agir sur l'environnement qui les entoure en menant des actions de sensibilisation au tri des déchets en pied d'immeuble et en sortie d'école. C'est par ce biais qu'une sensibilité écologique s'est affirmée au fil du temps à travers les économies d'énergie, les pratiques écoresponsables comme le zéro déchet et la lutte contre tout type de gaspillage. Les enjeux se sont ainsi progressivement élargis et diversifiés, d'autant plus que le problème initial des incivilités a considérablement diminué.

Le C.C. de Luxeuil-les-Bains est une pépinière de projets socioécologiques par la mise en synergie des acteurs associatifs du territoire et des habitants. D'une part, des initiatives sont portées directement par le conseil citoyen, comme la démultiplication des actions de sensibilisation écologique. Des projets solidaires sont menés à l'instar de Luxland, un parc d'attractions pour les enfants dont les parents n'ont pas les moyens de partir en vacances. Des parcelles de jardins familiaux sont proposées aux habitants qui veulent se nourrir sainement et à moindre coût. Dans ce cadre, le C.C. a sollicité le bailleur social pour installer des composteurs en pied d'immeuble et des récupérateurs d'eau de pluie. D'autre part, des projets sont mis en œuvre par les acteurs associatifs dans les suites des réflexions menées au sein du C.C. Ainsi, les discussions autour du développement du lien social à travers une culture du partage, de la mutualisation, du troc et de la gratuité ont fait émergé une « bricothèque » entre associations et une « gratifieria » appelée « village des solidarités » animé par le centre social. Depuis 2018, le conseil citoyen a décidé d'organiser une « fête de l'écologie » annuelle à la période estivale, montrant ainsi que les thématiques environnementales deviennent cruciales pour le collectif. Cet événement a lieu dans les jardins familiaux, ce qui permet d'aborder les questions d'alimentation durable et de circuit court, mais l'objectif est d'élargir la focale à tous les enjeux écologiques. En lien avec d'autres acteurs, un ensemble de conférences, d'expositions et d'actions de sensibilisation sont organisées ce jour-là.

Le conseil citoyen de Luxeuil les bains est un bon exemple d'empowerment socio-écologique. C'est une mise en mouvement des habitants d'un quartier populaire au sein d'un espace qui les accompagne pour convertir leurs envies en actions concrètes, tout en appréhendant les contraintes de la municipalité par exemple ou des acteurs associatifs du quartier.

2. La formation capacitante des chômeurs vers des activités visant le bien commun

Le deuxième facteur d'articulation que je vais vous présenter, c'est ce qu'on peut appeler la formation capacitante. Il s'agit de sortir des cadres de la formation classique qui vise à affecter des personnes à des emplois existants pour proposer de la transmission de connaissances qui permettent aux personnes de réaliser la vie à laquelle ils aspirent. Cela peut se réaliser par un formateur professionnel, mais cela peut aussi être de la transmission non-professionnelle de connaissances et de pratiques en jouant sur l'envie de lien social (intergénérationnel par exemple), l'envie d'apprendre, le faire ensemble, etc.

La formation capacitante permet d'articuler les enjeux socio-écologiques lorsqu'elle est orientée vers des activités visant le bien commun d'un territoire et qu'elle a pour public des chômeurs par exemple. C'est tout l'objectif de territoire zéro chômeur de longue durée. En tout cas, c'est de cette manière que le projet s'est construit en faisant le lien entre les aspirations et les compétences des chômeurs de longue durée d'un côté et les ressources et besoins du territoire de l'autre. Il s'agit de trouver les portes d'entrée et les leviers qui vont générer de l'économie en valorisant les ressources des écosystèmes humains et naturels.

L'exemple de TZCLD

Territoires Zéro Chômeur de Longue Durée » est une expérimentation nationale visant à embaucher en CDI toutes les personnes au chômage depuis plus d'un an sur un territoire donné. L'idée est de réorienter les coûts liés à la privation d'emploi pour créer des activités locales, non concurrentielles, souvent peu rentables, adaptées aux envies et aux savoir-faire des chômeurs volontaires et utiles pour le territoire. L'ancienne communauté de communes de Nièvre et Forêt fait partie des 10 premiers territoires d'expérimentation habilités par l'État. Le 6 février 2017 est inaugurée l'EBE 58 (entreprise à but d'emploi) qui embauche aujourd'hui une centaine de salariés.

Le principal objectif de TZCLD est de favoriser **la résilience de personnes en situation de précarité, c'est-à-dire leur capacité à dépasser les séquelles sociales liées au chômage et à développer de nouvelles potentialités d'agir pour soi et pour la collectivité.** La première tâche du comité local a été de rencontrer les 250 personnes durablement privées d'emplois sur le secteur de Prémery afin de les informer du projet et de coconstruire avec elles les activités de l'EBE. Il s'agit d'une recherche d'équilibre entre les besoins du territoire d'un côté et les savoir-faire et les envies des chômeurs volontaires de l'autre. À partir d'un principe de liberté de choix et d'adaptation individuelle, il est possible de favoriser l'épanouissement personnel : sortir des stigmates du chômage par un processus progressif de prise de responsabilité. Le but est également de créer des activités utiles à la collectivité, ce qui donne du sens à l'action des salariés, à l'instar de la conciergerie qui propose des petits services d'aide à domicile pour les personnes en difficultés.

Si TZCLD part d'une entrée sociale, l'initiative propose finalement des solutions concrètes favorables à la transition écologique, notamment dans l'agriculture durable, l'économie circulaire (réparations, prêts, recyclage), ou encore l'écomobilité (en cours de réflexion). Il s'agit d'une véritable transition socio-écologique dans la mesure où **la lutte contre le chômage permet de créer des services et des biens favorables à l'environnement**. De plus, ces derniers sont proposés à des prix abordables, ce qui permet de démocratiser l'écologie. Par exemple, l'activité de maraîchage a pour objectif d'être en permaculture. De proximité et bon marché, la vente a également pour but de renforcer le lien social, particulièrement pour les personnes âgées.

L'exemple du Bar Atteint

Territoire zéro chômeur à Prémery a émergé et s'est construit dans une dynamique capacitante pour les chômeurs de longue durée. Avec l'expansion rapide de l'entreprise de 30 à 90 salariés en un an, l'EBE 58 a dû prendre le temps de se restructurer. Tout l'enjeu aujourd'hui est de trouver les moyens pour conserver la dynamique capacitante dans la durée en cassant les cadres de la formation classique afin de permettre de développer de nouvelles activités socioécologiques ou d'améliorer les activités existantes tout en étant en adéquation avec les aspirations des anciens chômeurs de longue durée qui sont maintenant des salariés.

Sur ce point, on peut prendre l'exemple du Bar Atteint à Belfort, il s'agit d'un chantier d'insertion au sein d'un tiers lieu culturel transdisciplinaire. On y retrouve une multitude d'activités : restauration bio locale en salle et en food truck, traiteur, bar, concert, théâtre, animations socio-culturelles, conférences citoyennes, etc. Le bar Attient ressemble à l'exemple de la Coudée que j'ai déjà donnée, à la différence qu'elle emploie des personnes en insertion professionnelle, et accueil des stagiaires envoyés par Pôle emploi. L'objectif de l'association est de créer un contexte de confiance qui permet de faire une pause par rapport aux difficultés de la vie quotidienne. C'est tout un accompagnement qui vise à reprendre confiance en soi et faire ressurgir les potentiels. Ensuite, le tiers lieu cherche un équilibre financier, mais ne vise la rentabilité. Le contexte de travail est participatif, les personnes sont en situation de responsabilité, prennent des décisions et peuvent dire ce qu'ils ont envie de faire professionnellement. Des temps de formation formels peuvent être décidés collectivement, mais il y a surtout de la transmission par le faire des formateurs qui travaillent avec les salariés en insertion. C'est d'ailleurs un apprentissage collectif puisque les salariés en insertion peuvent également apprendre des choses à leurs formateurs. En outre, il y a aussi des ateliers d'échange de savoirs et des pratiques qui permettent aux salariés de transmettre leurs connaissances aux autres, mais aussi aux citoyens.

Finalement, la formation capacitante des chômeurs favorise la création d'actions socio-écologiques lorsqu'elle est mise en œuvre dans un cadre transdisciplinaire, multi-activités, visant le bien commun et non l'unique rentabilité économique.

3. Le décroisement entre acteurs du social et écologique

Il faut noter que la plupart des initiatives de transition socio-écologiques reposent sur un processus d'expérimentation avec une capacité à remettre en question les modèles existants en proposant d'autres manières de faire. Il s'agit de casser le cadre de l'action sociale d'un côté et de l'action écologique de l'autre. Pour comprendre comment émerge ce type d'initiative, il faut regarder les parcours des acteurs pionniers.

Premièrement, il y a des acteurs qui dans leur parcours professionnel ont été amenés à côtoyer le secteur social et écologique. Je pense par exemple à Pirouette Cacahuète. Il s'agit d'une association d'éducation à l'environnement situé dans un quartier politique de la ville à Chenôve. La fondatrice de l'association vient initialement du secteur socio-culturelle avant de se réorienter vers l'éducation à l'environnement. Son parcours professionnel explique pourquoi elle décide de mener une action à la croisée de différents secteurs.

Deuxièmement, il y a des professionnels d'un secteur qui développe un engagement personnel. C'est le cas par exemple d'un centre social à Quetigny où l'engagement personnel du directeur a fait émerger un nouveau projet associatif dans lequel l'axe écologique trouve une place cruciale.

Enfin, l'émergence peut venir aussi d'un collectif dans lequel se trouvent des acteurs du secteur social et des acteurs écologiques. Cela peut s'incarner dans des partenariats entre organisations, c'est le cas du projet de la Californie, un tiers lieu en milieu rural qui articule les enjeux d'écologie, de lien social et de solidarité. Celui-ci est né d'un collectif multi-acteurs décroisé : une recyclerie, une association d'entraide pour les personnes en situation de précarité et de Bonjour Cascade, lui-même pluridisciplinaire, visant l'expérimentation de projet socio-écologiques. On est vraiment sur le décroisement entre des acteurs aux horizons variés. On peut aussi citer le cas d'une structure de l'éducation populaire dijonnais appelé le Cercle Laïque. Un certain nombre de bénévoles avec un fort engagement écologique ont encouragé la structure à transformer une ancienne base de loisirs en un écolieu et une micro ferme. On retrouve alors une articulation entre les enjeux écologiques et la dimension culturelle dans une programmation d'activités collective et participative sur le site. L'encrage du Cercle laïque dans le secteur social permet également de développer des partenariats socio-écologique. Ces derniers ont pour objectif de consolider le modèle économique alternatif. L'idée est d'inventer des systèmes d'échange non marchand. Tout en travaillant sur les aménagements du jardin, le lieu sert d'espace de loisirs et de reconnexion à la nature pour les bénévoles, mais aussi pour des élèves en difficulté de classes spécialisées (SEGPA) et des jeunes handicapés (IME, ACOGE). Dans la même idée, des projets sont en cours d'élaboration pour favoriser l'insertion d'un public éloigné de l'emploi ou en difficultés sociales par une activité de jardinage dans un cadre bienveillant et sans pression.

Globalement, on peut dire que c'est par le décroisement des deux secteurs que cela s'incarne dans des parcours professionnels, personnels ou dans des partenariats qu'émergent des initiatives socio-écologiques. Afin de favoriser la démultiplication de ce type de projets, il y a donc un enjeu de mise en lien des acteurs.

L'enjeu de mise en lien des acteurs : le cas du projet BFC en transition

Souvent les initiatives de transition reposent un sentiment d'appartenance à un territoire. L'une des motivations pour agir étant une volonté de transformation de son environnement proche pour le préparer à des transformations globales, le changement climatique par exemple. La transition écologique s'ancre donc souvent dans une approche territoriale. Les territoires d'intervention sont variés et dépendent de chaque acteur en fonction d'un sentiment d'appartenance, mais aussi de l'évaluation de sa capacité d'action et de son rayonnement. On peut alors présenter la transition écologique comme la démultiplication d'archipels qui peuvent se connecter entre elles pour former des écosystèmes humains prenant des échelles différentes en fonction des lieux. Il y a beaucoup de raisons, comme le manque de moyens financiers, mais aussi des conflits entre acteurs qui viennent limiter la consistance de ces écosystèmes partenariaux. C'est également les limites administratives des collectivités qui peuvent bloquer l'augmentation du rayon.

L'un des enjeux de la transition aujourd'hui, ce n'est pas tant le manque de volonté d'agir, on voit bien avec les marches pour le climat que les volontés se démultiplient, c'est davantage la nécessité d'espaces de croisement des volontés des collectifs pour former des actions encore plus collectives et à des échelles plus larges. Il ne s'agit pas de déterritorialiser la transition, bien au contraire. Il s'agit d'un côté de favoriser la mise en lien d'acteurs ancrés dans leurs territoires pour faire émerger de nouvelles initiatives dans un processus d'inspiration et diffusion. C'est ce qu'on appelle l'essaimage. De l'autre, il s'agit de sortir de ce qu'on appelle le « bocal local ». Comment peut-on croiser les définitions subjectives que les acteurs peuvent avoir de leur territoire pour faire émerger une définition commune d'un territoire d'intervention plus vaste ? L'enjeu est également de décroiser les différents types d'acteurs vers une transition sociale, écologique et démocratique entre les élus, les citoyens, les entreprises, le secteur social, le secteur environnemental qui a lui-même des sous-cloisonnements entre les collectifs citoyens informels, les groupes militants, les professionnels de l'EEDD, les grèves des lycéens, etc. Comment casser toutes ses frontières pour faire du commun ?

C'est cet enjeu de mise en lien des acteurs qui constitue le point de départ de l'expérimentation apprenante pilotée par le département démarche de développement durable de la DREAL accompagnée méthodologiquement par l'association In'Terre ActiV et les chercheurs de la Maison des Sciences de l'Homme de Dijon.

Tout d'abord, un ensemble d'acteurs ont été rencontrés afin de réaliser des fiches de valorisation d'actions concrètes de transition socio-écologique. [Lien vers les fiches](#). Dans les suites de ce travail de repérage et d'analyse des pratiques locales, une expérimentation a été lancée dans la région intitulée « BFC en transition ». L'objectif est d'expérimenter une méthodologie sur trois territoires pour encourager et accélérer la transition socio-écologique

- Par l'interconnaissance et le décroissement des acteurs ;
- En donnant à voir les initiatives de transition existantes en Bourgogne-Franche-Comté ;
- Idéalement, en faisant naître des projets concrets de transition dans les territoires ou tout du moins en lançant une dynamique.

L'objectif est également de tirer des enseignements réflexifs à l'échelle de la région pour éclairer les acteurs. Concrètement, nous avons décidé d'organiser deux forums participatifs de croisement des savoirs entre citoyens, associations environnementales, associations du secteur socio-culturel, élus, agents de collectivités, chercheurs, entreprises, et cela sur deux thématiques : la participation citoyenne à Vandoncourt et l'articulation entre le social et l'écologie autour de l'expérimentation territoire zéro chômeur, dans la Nièvre à Prémery.

Pour élaborer ce dernier forum, nous avons organisé deux réunions avec les salariés de l'entreprise à but d'emploi 58. Un premier temps de brainstorming sur les représentations de l'écologie. Un second temps d'état des lieux des activités de l'EBE 58 et de perspectives par rapport aux enjeux socio-écologiques. Nous avons également organisé deux réunions avec quelques acteurs de la Nièvre, mais de Saône-et-Loire et de l'Yonne. Il s'agissait d'un brainstorming sur la question de l'articulation des enjeux sociaux et écologiques, mais aussi de recueillir les attentes sur l'animation de la rencontre d'aujourd'hui. Les acteurs en question sont : l'expérimentation territoire zéro chômeur (comité local et EBE 58), les Ateliers des Possibles, le Secours Catholique, le collectif La Traverse, les Ateliers Nomades, la Station de Recherche pluridisciplinaire des Metz, le Syndicat Intercommunal d'Énergies, d'Équipement et d'Environnement de la Nièvre (SIEEEN), le département de la Nièvre, la communauté de communes des Bertranges et la DDT 58.

Ensuite, nous organiserons un troisième forum participatif, cette fois-ci régional, le 4 décembre sur la thématique de l'essaimage des initiatives citoyennes. Il s'agira d'un temps de restitution et de capitalisation sur l'expérimentation de Vandoncourt et de Prémery. On invitera également d'autres acteurs de la région afin d'élargir la dynamique et réfléchir ensemble sur la suite.

Il s'agit donc bien d'un processus régional avec plusieurs étapes. Je vous ai présenté les objectifs du projet pour nous la DREAL, la MSH et InTerreActiV. Mais nous n'avons pas prédéfini d'objectifs territoriaux pour la rencontre de Prémery, notre idée est de proposer un espace de rencontre entre les acteurs, de susciter une dynamique. Les objectifs locaux et les suites de cette rencontre sont donc à construire ensemble.